

Bernard Kouchner :

« Non, le droit d'ingérence n'est pas mort »

L'ancien ministre des Affaires étrangères défend l'intervention occidentale critiquée après le retour au pouvoir des talibans, et fustige un « anti-américanisme primaire ».

« **L'**AFGHANISTAN EST LE TOMBEAU DU DROIT d'ingérence », jugeait récemment l'ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2002) Hubert Védrine dans *Marianne*. De qui faire bon-dire le cofondateur de Médecins du monde, Bernard Kouchner, fervent militant de l'interventionnisme. Pour *L'Express*, l'ex-chef de la diplomatie française (2007-2010) détaille les raisons pour lesquelles il fallait aller en Afghanistan, et pourquoi il faudra continuer à se rendre dans ces pays en crise.

En 2010, vous aviez fait votre dernier voyage comme ministre des Affaires étrangères en Afghanistan...

Bernard Kouchner (*Il coupe*) Je n'avais pas besoin de ce déplacement pour savoir que la situation ne pouvait qu'aller plus mal. Les Afghans avaient demandé l'aide de Médecins du monde au tout début des années 1980. A l'époque, nous avions construit un hôpital rudimentaire dans la province du Wardak, nous nous déplaçions à pied, sous la menace des gros hélicoptères de combat soviétiques. Je me suis rendu plusieurs fois à Kandahar, j'y voyais se renforcer l'extrémisme. Il y a sans doute eu des moments d'espoir plus grands que ne le commandait le réalisme. En particulier, des fillettes qui allaient à l'école et des femmes qui vivaient plus librement. Et puis l'espoir d'un changement profond avec quelques commandants, dont Massoud, bien sûr. Les groupes médicaux français sont restés en permanence jusqu'au début des années 1990. Quand les talibans ont commencé leur chasse aux « infidèles », avec la charia comme idéologie et façon de vivre, nous sommes devenus plus pessimistes.

Vous vous attendiez donc à ce scénario ?

Aujourd'hui, j'entends les cris d'orfraie, comme si on ne prévoyait pas que ça allait se terminer comme ça. J'ai assisté à la chute de Saigon, je peux vous raconter le ciel rempli d'hélicoptères. Effectivement, il y a des similitudes avec ce retrait américain. C'était écrit, mais on espérait toujours que cela n'arriverait pas. Nous n'étions pas naïfs, nous tentions d'appliquer la « responsabilité de protéger » votée par les Nations unies. L'ingérence humanitaire n'est pas seulement nécessaire, elle relève également de l'éthique.

En 2010, vous y croyiez encore ?

Oh, j'y crois toujours ! Je crois qu'un jour, plus tard, il y aura des progrès démocratiques en Afghanistan. Mais j'ai aussi vu la grande lassitude de la guerre, même pour les prestigieux commandants sur lesquels le président Ashraf Ghani semblait compter. Quarante ans de guerre, c'est fatigant, et ça fait beaucoup de tués, de blessés et d'amputés.

On entend aujourd'hui que tout ça n'aurait servi à rien...

Même si Kaboul n'est bien sûr pas l'Afghanistan, j'ai vu une

évolution, avec des filles allant à l'école. En 2006, la Chaîne de l'espoir a ouvert l'Hôpital français de Kaboul, pour les enfants et les femmes afghanes. Une structure magnifique, un équipement moderne et des médecins formés par la France. De la télé-chirurgie internationale. Pas de police, pas de garde. Pas d'attentats. On y voyait consulter les enfants des Afghans, donc aussi les enfants des talibans.

Récemment nous étions très anxieux pour le personnel après le retour des talibans, mais, je touche du bois, il continue de fonctionner. Je ne me fais guère d'illusions, ça changera sans doute. Les exactions recommenceront. Mais, pour le moment, ils ont compris que, étant vainqueurs, il n'était pas nécessaire de commettre des horreurs et de s'en prendre aux hôpitaux au nom de leur fondamentalisme. Toujours ça de gagné pour les femmes.

Si nous ne faisons pas ce que nous pouvons pour aider ces enfants et femmes afghans, alors à quoi ça sert de faire les malins et de crier au scandale ? Bien sûr, toute intervention humanitaire est toujours risquée. Et, bien sûr, on se trompe souvent. Mais cela ne fait rien, il faut continuer ! C'est la seule façon d'avoir un peu d'humanité en nous. La mondialisation telle que je la conçois est forcément teintée d'humanitaire. Elle ne peut être exclusivement libérale. Si on ne fait rien, puis qu'on s'étonne qu'il y ait des migrants à nos frontières, alors on va droit dans le mur. Cela

n'amuse pas les migrants d'être pauvres, de devoir quitter leur pays, de franchir des mers en risquant leur vie. Mais, s'il y a ces flux migratoires, c'est bien parce qu'il y a des conditions de vie qui ne sont pas supportables pour ces personnes. Faisons donc tout ce qui est dans nos moyens pour changer cela.

Mais ce retrait américain ne marque-t-il pas encore un peu plus la crise de l'ingérence ?

L'ingérence humanitaire est nécessaire. Elle doit être poursuivie et le sera. De beaux esprits qui critiquent cela l'as-

similent à de l'impérialisme ou à la conquête d'un pays. Mais ce n'est absolument pas ce que nous avons voulu faire ! En 1988, la résolution 43/131 de l'ONU proclame le principe de libre accès aux victimes de « catastrophes naturelles et autres situations d'urgence du même ordre ». Ça, c'est notre politique. Les années 1990 ont ainsi permis les corridors humanitaires. L'ingérence,

« L'ingérence humanitaire est nécessaire. Elle doit être poursuivie et le sera. De beaux esprits qui critiquent cela l'assimilent à de l'impérialisme ou à la conquête d'un pays. Mais ce n'est absolument pas ce que nous avons voulu faire ! »